

Montreal, le 5 octobre 2020

Cher Premier ministre :

Nous vous écrivons pour exprimer notre indignation en tant que leaders des mouvements féministes partout au Canada à la suite du décès de Joyce Echaquan, femme Atikamekw et mère de sept enfants, une chère membre de sa famille et de sa communauté. Nous sommes solidaires du groupe Femmes Autochtones du Québec/Quebec Native Women qui exige des actions pour contrer et mettre fin à la violence institutionnelle qui a causé la mort tragique prématurée de Mme Echaquan. Les femmes autochtones confrontent au quotidien le racisme et la discrimination. La mort de Mme Echaquan à la suite de mauvais traitements dans un hôpital de Joliette le lundi 28 septembre est une autre manifestation de ces horribles traitements.

À ce jour, la réponse du gouvernement est totalement inadéquate. Deux employés de l'hôpital ont été licenciés ; trois enquêtes ont été lancées. Ces actions en elles-mêmes sont insuffisantes pour répondre à l'ampleur du problème du racisme systémique anti-autochtone ainsi qu'à l'effusion de colère et de chagrin de partout au Québec et dans le monde.

Nous sommes très inquiètes qu'en tant que chef du Québec, vous n'avez pas dénoncé cet événement pour ce qu'il est : du racisme systémique. La preuve et les expériences des femmes démontrent qu'il ne s'agit pas d'un incident isolé. Il est un exemple flagrant de négligence, de mauvais traitement et de violence fondés sur le racisme anti-autochtone.

Les femmes autochtones se heurtent à des obstacles persistants alors qu'elles tentent d'accéder aux institutions du Québec, faisant face au racisme et aux préjugés dans les hôpitaux, les services policiers, les écoles et, en fait, dans la plupart des institutions gouvernementales. Ces préjugés trouvent leurs racines dans l'histoire des pensionnats, du colonialisme et du génocide. Le produit de cette histoire est des institutions publiques structurées sur des attitudes et des stéréotypes racistes, ce qui entraîne parfois de mauvais traitements, des abus physiques et sexuels, de la négligence et des conséquences tragiques comme la mort de Mme Echaquan.

Le rapport final de la Commission Viens en septembre 2019 concluait que les peuples autochtones étaient victimes de discrimination systémique lorsqu'ils essayaient d'avoir accès aux services publics. Nous appuyons les appels des dirigeant.e.s des Premières Nations à mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations de ce rapport, notamment celles concernant le racisme et la misogynie violents dont font preuve les services de police partout au Québec envers les femmes autochtones. Nous implorons le gouvernement de veiller à ce qu'il y ait une pleine collaboration de nation à nation pour lutter contre le racisme en vigueur dans les tous les services et toutes les institutions.

En particulier, le rapport de la Commission Viens a souligné que les femmes autochtones font face à des obstacles importants en matière de sécurité, y compris les stéréotypes racistes qui ont servi de base aux insultes et injures dirigées contre Mme Echaquan alors qu'elle mourait. Cette forme unique de racisme à laquelle les femmes autochtones sont confrontées en tant que femmes et en tant qu'autochtones a également été identifiée par les Appels à l'action du rapport de la Commission de vérité et réconciliation et par les Appels à la justice du rapport

final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Les deux rapports ont qualifié cette violence de génocide. Nous demandons au gouvernement du Québec de mettre en œuvre toutes les actions présentées dans les trois rapports pour mettre fin à ce génocide.

Il est temps d'agir directement et sans équivoque, tout d'abord en reconnaissant que les communautés autochtones sont confrontées à des systèmes québécois racistes. Nous appuyons l'appel de Femmes Autochtones du Québec/Quebec Native Women pour une reconnaissance officielle du racisme systémique dans les institutions du Québec. Si vous ne pouvez pas le reconnaître pour ce qu'il est, vous ne pouvez pas l'arrêter. Nous attendons de vous que vous en fassiez votre priorité : mettre fin au racisme systémique avant qu'il ne tue davantage de femmes autochtones.

Lettre envoyée par :
Fondation canadienne des femmes

Lettre co-signée par :
Amnesty International Canada
Amnistie internationale Canada francophone
Canadian Alliance for Sex Work Law Reform
Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity
Canadian Centre for Policy Alternatives / Centre canadien des politiques alternatives
Canadian Council of Muslim Women
CCNC-SJ
CFUW
Childcare Now
Chinese and Southeast Asian Legal Clinic
CRIA/ICREF
DAWN/ RAFH Canada
EVA Canada
FAFIA-AFAI
LEAF
NAFC
National Congress of Black Women Foundation
NAWL/ANFD
OCASI
Platform
SALCO
UNIFOR
West Coast LEAF
Women's Shelters Canada / Hébergement femmes Canada
YWCA Canada

cc.

Le très honorable Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada
L'honorable Carolyn Bennett, Ministre des Relations Couronne-Autochtones
L'honorable Marc Miller, Ministre des Services aux Autochtones
Mme. Sylvie D'Amours, Ministre responsable des Affaires autochtones

October 5th, 2020

Dear Premier,

We are writing to you to express our outrage as leaders of feminist movements throughout Canada on the death of Joyce Echaquan, an Atikamekw woman who was the mother of seven children and a cherished family and community member. We stand in solidarity with the Indigenous women's group Femmes Autochtones du Québec / Quebec Native Women to demand action against the institutional violence that caused the tragic early death of Ms. Echaquan. Indigenous women face daily racism and discrimination and Ms. Echaquan's death from mistreatment in a Joliette hospital on Monday 28th September is yet another horrific example.

To date, the government's response is totally inadequate. Two hospital employees have been fired; three investigations have been launched. In and of themselves, these are not sufficient responses to match the scope of the problem of systemic anti-Indigenous racism nor the outpouring of anger and grief from across Quebec and the world.

We are greatly concerned that as Quebec's leader, you have not denounced this event as systemic racism. The evidence and the experiences of women demonstrate that this is not an isolated incident. This is an egregious example of neglect, mistreatment and violence based on anti-Indigenous racism.

Indigenous women encounter persistent barriers as they try to access Quebec's institutions, facing racism and prejudice in hospitals, schools, police services and in fact, most government institutions. This prejudice finds its roots in the history of residential schools, colonialism, and genocide. The product of this history is public institutions and employees that treat Indigenous women and communities poorly, sometimes leading to abuse, bodily harm, neglect, and real-life tragic consequences like the death of Ms. Echaquan.

The final report of the Viens Commission in September 2019 concluded that Indigenous peoples were victims of systemic discrimination when it comes to receiving public services in Quebec. We support the calls by First Nations' leaders to fully implement all the recommendations of this report, especially those concerning the violent racism and misogyny that police services throughout Quebec show towards Indigenous women. We implore the government to ensure that there is full nation-to-nation collaboration to address the ongoing racism.

In particular, the Viens Commission report outlined that Indigenous women face significant barriers to safety, including the racist stereotypes that were used as the basis for slurs and insults directed at Ms. Echaquan as she lay dying. This unique brand of racism that Indigenous women face as both women and as Indigenous people was also identified among the Calls to Action from the Report on the Truth and Reconciliation Commission and the Calls to Justice from the Final Report on the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. Both reports characterized this violence as genocide. We call on the Quebec government to implement the actions outlined in all three reports to address this genocide.

It is time for direct, unequivocal action. It begins with your acknowledgment that systemic racism against Indigenous people exists. It requires concerted action and investment to

eliminate this racism. We support the calls from Femmes Autochtones du Québec / Quebec Native Women for official recognition of systemic racism in Quebec's institutions. If you cannot recognize it for what it is, you cannot stop it. We expect you to make this your priority: put an end to systemic racism before it harms and kills more Indigenous women.

Sent by:
Canadian Women's Foundation

Co-signed by:
Amnesty International Canada
Amnistie internationale Canada francophone
Canadian Alliance for Sex Work Law Reform
Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity
Canadian Centre for Policy Alternatives / Centre canadien des politiques alternatives
Canadian Council of Muslim Women
CCNC-SJ
CFUW
Childcare Now
Chinese and Southeast Asian Legal Clinic
CRIA/ICREF
DAWN/ RAFH Canada
EVA Canada
FAFIA-AFAI
LEAF
NAFC
National Congress of Black Women Foundation
NAWL/ANFD
OCASI
Platform
SALCO
UNIFOR
West Coast LEAF
Women's Shelters Canada / Hébergement femmes Canada
YWCA Canada

cc.
The Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada
The Honourable Carolyn Bennett, Minister of Crown-Indigenous Relations
The Honourable Marc Miller, Minister of Indigenous Services
Ms. Sylvie D'Amours, Minister responsible for Indigenous Affairs